

ÉVÉNEMENT FRANCE

Pour les lycées pro, une décision peu pratique

Les enseignants de la filière s'inquiètent du passage au contrôle continu : comment évaluer les élèves si les acquis ne sont pas consolidés ?

« **N**otre crainte, c'est que le ministère [de l'Éducation nationale] nous oublie. Qu'il concentre ses forces pour trouver la meilleure solution possible pour les élèves préparant un bac général et technologique, sans qu'elle soit adaptée pour nous, les filières professionnelles. » Bingo. Sigrid Gerardin, cosecrétaire du Snuep-FSU (syndicat minoritaire) avait vu juste. Une «question d'habitude», réplique-t-elle. Le plan B de Jean-Michel Blanquer, qui prévoit de remplacer les épreuves du baccalauréat par du contrôle continu à 100%, est un casse-tête insoluble dans les lycées pro, où sont scolarisés un tiers des lycéens. «Comment va-t-on évaluer des élèves dans des disciplines professionnelles s'il leur manque dix semaines de pratique?» interroge Sigrid Gerardin.

«**Embauche**». Un exemple parlant : la formation de chauffeur routier. Les élèves ont une heure et demie de cours pratiques par semaine, où ils apprennent à conduire, à charger et décharger les camions, à manœuvrer... En temps normal, les professeurs les notent au cours de l'année quand ils estiment que les compétences sont acquises – c'est ce qu'on appelle les contrôles en cours de formation (CCF). «Une partie des élèves ont déjà des notes, car ils maîtrisent les bases de la conduite. Mais pas tous. Nous comptons sur les dix semaines de cours qui restaient pour les entraîner. Mais là... Je n'ai aucune idée de comment on va faire», s'inquiète un enseignant breton, dans un lycée près de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Lors sa conférence de presse de vendredi, le ministre de



l'Education nationale a appelé à ne pas «léser les candidats». Certes. Mais pour les filières professionnelles, (CAP et bac pro) les enjeux sont d'une tout autre ampleur. Sigrid Gerardin: «Nos diplômes sont certifiants, ils attestent d'un niveau de compétence professionnelle pour l'employabilité. Délivrer un CAP de conduite routière, cela veut dire une embauche derrière. Et un camion sur les routes dès le mois de juillet. Vous mesurez le problème?»

La question se pose dans de nombreuses filières, notamment dans les métiers du sanitaire ou de l'industrie. Aux semaines de cours en moins viennent s'ajouter les périodes de stage, qui permettent aux élèves de consolider leurs acquis, pour la plupart annulés avec le confinement.

«**Menace**». Une autre inquiétude liée au contrôle continu remonte du terrain: les élèves ont souvent de bien meilleures notes à l'examen que pendant l'année, parce qu'ils s'investissent plus le jour J. Sur ce point, le ministre a évoqué vendredi matin le travail des jurys d'examen, qui seront chargés d'éplucher le livret scolaire des candidats en tenant compte des appréciations des professeurs. Ce qui permettra de relever si besoin les moyennes. Pour les filières professionnelles, ces jurys seront composés comme en temps normal d'au moins un membre de la profession visée par le diplôme. Là encore, l'enseignant de Saint-Malo tique. Le plan du ministère ne colle

pas avec les principes de réalité: «Dans le contexte que nous vivons, comment va-t-on demander à des professionnels de venir cette année? Si la vie économique reprend, ils seront débordés de travail. Et si la menace du virus est toujours là, beaucoup ne prendront pas le risque d'une contamination pour ça.»

M.Pi.